<p style="text-align: center;">PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 SEPTEMBRE 2024 COMMUNE DE MARCHES</p>
--

Le vingt-six septembre deux mille vingt-quatre à dix-huit heure trente, le conseil municipal de la commune de Marches, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe HOURDOU, maire.

Nombre de membres afférents au Conseil Municipal : 15	Date de la convocation : 20/09/2024		
En exercice : 15	Présents : 11	Pouvoirs : 4	Quorum à atteindre : 8

Etaient présents :

M. HOURDOU Philippe	Mme ROUX Isabelle	Mme MANDARON Pauline
M. MOTTET Hugues	M. PRADON Régis	M. PALOMAS Sébastien
Mme DEFRANCE Marlène	Mme GOUDARD Danièle	M. BONNARDEL Laurent
M. BLACHON Fabrice	Mme SANTUCCI Françoise	

Etaient absents :

Mme GAILLARD Nathalie qui a donné pouvoir à M. Hugues MOTTET pour voter en son nom.
M. CHOSSON Jonathan qui a donné pouvoir à M. BLACHON Fabrice pour voter en son nom.
M. CHALEAT Stéphane qui a donné pouvoir à Mme DEFRANCE Marlène pour voter en son nom.
Mme CATINELLA Virginie qui a donné pouvoir à M. BONNARDEL Laurent pour voter en son nom.

Mme DEFRANCE Marlène a été désignée comme secrétaire de séance.

DEBAT PUBLIC : Néant

Approbation à l'unanimité du compte rendu de la séance du conseil municipal du 13 juin 2024

2024-015 : Approbation du rapport d'activité 2023 du SDED

Monsieur le Maire expose :

Conformément aux articles D2224-1 et D2224-3 du Code général des collectivités territoriales, il est fait obligation aux communes et EPCI de 3 500 habitants et plus de mettre à la disposition du public le ou les rapports annuels en question.

En conséquence, le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport annuel 2023 du Syndicat Départemental d'Energie de la Drôme.

Ce rapport est consultable en Mairie par tout citoyen qui en fait la demande.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-016 : Approbation du rapport d'activité 2023 de Valence Romans Agglo

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales, « le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le Président de l'établissement

public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier ».

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport de Valence Romans Agglo relatif à l'exercice 2023.

Ce rapport est consultable en Mairie par tout citoyen qui en fait la demande.

Il est proposé au conseil d'approuver ce rapport

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-017 : Approbation du rapport d'activité 2023 du SIERS

Monsieur le Maire expose :

Conformément aux articles D2224-1 et D2224-3 du Code général des collectivités territoriales, il est fait obligation aux communes et EPCI de 3 500 habitants et plus de mettre à la disposition du public le ou les rapports annuels en question.

En conséquence, le Conseil Municipal prend acte de la présentation du rapport annuel 2023 du Syndicat Intercommunal des Eaux de Rochefort Samson.

Ce rapport est consultable en Mairie par tout citoyen qui en fait la demande.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-018 : Convention de servitude au profit d'ENEDIS sur la parcelle ZM 122

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la société ENEDIS souhaite procéder à des travaux sur la parcelle ZM 122 de la commune de Marches. Ces travaux consistent à réaliser une boîte de dérivation et la pose d'un câble BT 240² pour raccordement photovoltaïque, en établissant à demeure dans une bande de 3 mètres de large 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 6 mètres, ainsi que ses accessoires.

Dans cet objectif, ENEDIS s'est rapproché de la commune afin d'obtenir l'autorisation d'implanter ses équipements sous le domaine communal. Pour ce faire, une convention de servitude doit être établie entre ENEDIS et la commune.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal un modèle de projet de convention établi pour la commune de Marches ainsi que le plan d'implantation.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-019 : Convention de servitude au profit du SIERS sur la parcelle ZM 124

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le SIERS souhaite procéder à des travaux sur la parcelle ZM 124 de la commune de Marches. Ces travaux consistent à établir à demeure une canalisation de diamètre 40 mm, dans une bande de terrain d'une largeur de 1 mètre, une hauteur minimum de 1 mètre (hors gel) étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol après travaux, et le cas échéant, dans la même bande de terrain, ainsi que les ouvrages accessoires, afin de raccorder la parcelle ZM152 au réseau d'eau.

Dans cet objectif, le SIERS s'est rapproché de la commune afin d'obtenir l'autorisation d'implanter ses équipements sous le domaine communal. Pour ce faire, une convention de servitude doit être établie entre le SIERS et la commune.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal un modèle de projet de convention établi pour la commune de Marches ainsi que le plan d'implantation.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-020 : Création d'un poste de rédacteur à temps complet

Afin de permettre la prise en compte du niveau de technicité et de responsabilité exigé pour l'exercice des fonctions de Secrétaire Général de Mairie (SGM), la loi du 30 décembre 2023 est venue requalifier ces emplois. Ainsi, à compter de 2028, seuls des agents de catégorie B pourront exercer ces missions dans les communes de moins de 2000 habitants.

La concrétisation de ces modifications législatives nécessitait la prise de décrets d'application, qui ont finalement été publiés au JO du 17 juillet 2024.

Par conséquent il convient de créer un emploi de rédacteur à temps complet à compter du 1^{er} novembre 2024.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1111-1, L 1111-2,

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L 2, L 7 et L 332-8 (7°),

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant les dispositions de la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie,

Considérant les tâches administratives croissantes et les responsabilités accrues liées à la gestion de la commune,

Considérant la proposition de M. le Maire pour la création d'un poste de secrétaire de mairie sur le fondement des nouvelles dispositions législatives susvisées.

APPROBATION à l'unanimité des membres présents ou représentés

2024-021 : Taxe d'aménagement applicable sur le secteur AUB1

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L 331-15 ;

Vu la délibération du 25/11/2013 instituant la taxe d'aménagement sur le territoire communal au taux de 5 %.

Vu la délibération du 09/09/2019 instituant la taxe d'aménagement sur la zone AUb3 au taux de 9 % et confirmant le taux de 20% sur les zones AUB1 et AUb2.

Considérant que l'article précité du code de l'urbanisme prévoit que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement puisse être augmentée jusqu'à 20 % dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d'équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre ces constructions ;

Considérant les aménagements à venir sur la zone AUb1, il propose de modifier le taux de la zone AUb1 et de le fixer à 9%,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents :

- INSTITUE sur le secteur de la zone AUb1 du PLU un taux de 9 %
- REPORTE la délimitation de ce secteur dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné à titre d'information
- CONFIRME le taux de 20 % sur le secteur de la zone AUb2 du PLU
- DIT que cette taxe d'aménagement sera applicable au 1er Janvier de l'année suivante (article L 331-14 du code de l'urbanisme).
- En conséquence, les participations sont définitivement supprimées dans le secteur considéré. Il est précisé que les réseaux d'assainissement ne sont pas inclus dans les travaux pris en compte pour le calcul du taux de taxe d'aménagement. Une participation pour raccordement à l'égout sera exigée par la collectivité compétente.
- La présente délibération accompagnée du plan est valable pour une durée d'un an reconductible.
- Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.
- AUTORISE le Maire ou son représentant à effectuer toutes démarches et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Questions diverses :

- Information des renonciations au droit de préemption prises

DIA n°	date de réception	Nom du propriétaire (vendeur)	Parcelle(s)	adresse parcelle	surface	décision
4	18/01/2024	SCI LA MARIGOULE	ZM 237	La Gare	889 m ²	Renonciation Valence Romans Agglo
5	18/01/2024	VALENCE CEREALES	ZM 239	La Gare	889 m ²	Renonciation Valence Romans Agglo
6	29/08/2024	MOTTET Andrée	ZI 504	Rue de l'Etoile du Berger	934 m ²	Renonciation

Séance levée à 19h30

Marlène DEFRANCE
Secrétaire de séance

Philippe HOURDOU
Maire